

Unité départementale du Bas-Rhin  
Equipe Sud  
14 rue du Bataillon de Marche n°24  
BP 10001  
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 09/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/06/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Groupe SIAT Urmatt**

ZA de la Forêt  
67280 URMATT

Code AIOT : 0006701554

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement Groupe SIAT Urmatt implanté ZA de la Forêt - 67280 URMATT. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite fait suite à la mise en demeure du 05/09/2023 et suite à la remise de l'étude de dangers.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Groupe SIAT Urmatt
- ZA de la Forêt - 67280 URMATT
- Code AIOT : 0006701554
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société exploite une scierie comprenant en outre une installation de traitement de bois, une installation de fabrication de pellets et une chaudière biomasse.

**Contexte de l'inspection :**

- Suite à mise en demeure

#### **2) Constats**

## 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	mesures additionnelles sur les silos	Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1	Prescriptions complémentaires : réalisation de la tierce expertise	6 mois
2	étude de dangers	Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1	Prescriptions complémentaires : réalisation de la tierce expertise	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	POI	Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1	Prescriptions complémentaires	3 mois après réalisation de la tierce expertise

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a émis des observations sur l'étude de dangers. Elle propose de demander une tierce expertise.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : mesures additionnelles sur les silos

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1  
Arrêté de mise en demeure du 05/09/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, risque auto échauffement

**Prescription contrôlée :**

**Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1**

[...]

#### **1.1 Mesures additionnelles**

L'exploitant met en place, sous 1 mois, des mesures additionnelles pour assurer la surveillance des conditions d'ensilage des produits stockés dans les silos. Ces mesures doivent permettre de s'assurer que les conditions de stockage n'entraînent pas de dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto-échauffement. Ces mesures sont tracées et tenues à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Les mesures additionnelles sont maintenues jusqu'à la mise en place de mesures définitives mises en œuvre par l'exploitant. [...]

#### **Arrêté de mise en demeure du 05/09/2023, article 1**

La société SIAT implantée ZA rue de la Forêt à URMATT (67280), est mise en demeure de respecter sous 6 mois l'article 8.2.8 de l'arrêté préfectoral du 12/10/2021, pour les silos qu'elle exploite sur la commune d'URMATT.

*Chapitre 8.2 : silos de stockage de sciure sèche, sciure humide, pellets*

*article 8.2.8 :*

*L'exploitant doit s'assurer périodiquement que les conditions d'ensilage des produits (durée de stockage, taux d'humidité, température, ...) n'entraînent pas des dégagements de gaz inflammables et des risques d'auto échauffement.*

*La température des produits stockés susceptibles de fermenter est contrôlée par des systèmes de surveillance appropriés et adaptés aux silos. Les relevés de température donnent lieu à un enregistrement.*

## Constats :

### Cas des alvéoles de stockage (sciure humide et sciure sèche)

L'EDD de 2024 précise que sur la base de l'étude INERIS « méthodes pour l'évaluation et la prévention des risques accidentels (DRA 35 rapport omega11) connaissance des phénomènes d'auto-échauffement des solides combustibles » les conditions simultanées nécessaires au développement de micro-organismes responsables de la fermentation de copeaux de bois fins ne sont pas réunies dans les alvéoles qui sont :

- humidité > 25 % ;
- température > 35°C ;
- temps de stockage > 3 semaines.

Discussion sur ces 3 éléments.

#### Humidité

##### 1. Alvéole sciure humide

Dans l'EDD, les hypothèses retenues sont un taux d'humidité variant entre 30 et 50 %. L'hypothèse prend en compte un dépassement du taux d'humidité (25 %) susceptible de permettre une fermentation.

##### 2. Alvéole sciure sèche

L'humidité est de l'ordre de 10 % dans l'alvéole de sciure sèche.

#### Température

L'exploitant indique que la température mesurée ne dépasse pas 25 °C. Les mesures ont été faites en période froide. Quid de la température en été qui est susceptible de dépasser les 35 °C notamment en période de canicule.

Sur les alvéoles, l'exploitant mesure la température à la caméra thermique. Une démonstration a été faite lors de la visite du 25/06/2024.

#### Temps de stockage

L'exploitant déclare que le temps de stockage dans l'alvéole est inférieur à 3 semaines. Il ne reste aucun dépôt/accumulation dans l'alvéole grâce à un système de racleur vidant intégralement l'alvéole.

Selon l'exploitant, le temps de séjour de la sciure serait de 48 h à 80 h au maximum si l'alvéole est totalement pleine.

En exploitation normale, les alvéoles de sciure humide sont vides le lundi matin. Celles contenant la sciure sèche comportent un reliquat de la semaine précédente.

L'inspection s'interroge sur le fonctionnement en mode dégradé qui serait susceptible d'augmenter le temps de séjour dans l'alvéole.

L'inspection émet des doutes quant au respect des 3 conditions (température, humidité, temps de séjour) et sur l'efficacité du suivi de température par caméra thermique des alvéoles. En effet, la caméra thermique permet uniquement de mesurer la température en surface du dépôt et non en profondeur.

### Cas des silos de pellets

Les silos de pellets ne disposent pas d'un suivi de température.

Selon l'exploitant les pellets ne sont pas fermentescibles, le taux d'humidité étant inférieur à 10 %.

Le taux d'humidité est mesuré en entrée et en sortie du silo de pellets pour vérifier la qualité du produit et maintenir la certification qualité des pellets.

À noter que l'arrêté d'autorisation impose un suivi de température dans les silos de pellets. L'exploitant déclare qu'en 2011, lors du dépôt du dossier, il avait été envisagé un temps de stockage de 7 semaines, d'où la prescription de suivi de température. Aujourd'hui, le temps de séjour est très inférieur et l'exploitant considère qu'au regard du suivi du taux d'humidité il n'a pas besoin de faire un suivi de température.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose de prescrire une tierce expertise de l'étude de dangers sous 6 mois portant notamment sur la nécessité ou non de faire un suivi de température des silos et des alvéoles au regard des dispositions prises par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 6 mois

## N° 2 : étude de dangers

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, étude de dangers

**Prescription contrôlée :**

[...]

### 1.2 Mise à jour de l'étude de dangers

Dans un délai de 6 mois, l'exploitant transmet à l'inspection une mise à jour complète de l'étude de dangers, réalisée par un bureau compétent, dont le contenu est conforme aux dispositions de l'arrêté de 29/09/2005 et de la circulaire du 10/05/2010 sus-visés.

Au regard des conclusions de son étude de dangers, l'exploitant établit un plan d'actions et un échéancier pour la réalisation des travaux. Ces documents sont transmis à l'Inspection en même temps que l'étude de dangers.

L'exploitant réalise les travaux conformément au plan d'actions et dans un délai n'excédant pas 24 mois (6 mois pour EDD + 18 mois pour les travaux).

[...]

**Constats :**

L'inspection émet les observations suivantes sur le contenu de l'EDD de 2024 :

- le procédé de trempage et de traitement du bois est décrit mais aucun phénomène dangereux n'est retenu sur cette installation. Les produits de décomposition en cas d'incendie sont-ils susceptibles de générer des effets toxiques ?
- le site est situé dans le PPRI de la Bruche. Les mesures mises en œuvre pour respecter le PPRI ne sont pas détaillées ni les mesures de prévention et de mitigation face à une inondation ;
- la liste des MMR retenue n'est pas fournie car l'exploitant n'en retient aucune alors que l'arrêté de 2021 en prescrit ;
- il n'y a aucun nœud papillon fourni pour décrire les scénarios accidentels ;
- les distances d'effet des incendies obtenues avec FLUMILOG semblent faibles au regard des retours d'expérience : la définition de la palette type utilisée dans le logiciel FLUMILOG est-elle correcte ?
- certains poteaux d'incendie ont des débits d'eau faibles de 10 à 38 m<sup>3</sup>/h alors que le débit d'un poteau normalisé est de 60 m<sup>3</sup>/h ;



- la disponibilité de l'eau pour la défense incendie est basée sur le canal usinier de la Bruche : en période de sécheresse la ressource en eau est-elle toujours garantie ?

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a émis des observations sur l'étude de dangers et s'interroge plus particulièrement sur la nécessité de mettre en place un suivi de température sur les silos et alvéoles (cf point 1) et sur les modélisations des flux thermiques.

Aussi, face à ce constat l'inspection ne peut se prononcer sur la validité de l'étude de dangers.

De ce fait, elle propose de demander une tierce expertise de l'étude de dangers sous 6 mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Prescriptions complémentaires

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 3 : POI**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/10/2023, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, plan urgence

**Prescription contrôlée :**

[...]

**1.3 Mise à jour du plan d'intervention**

Dans un délai de 10 mois, l'exploitant réalise une mise à jour de son plan d'intervention. Une copie de ce plan est transmise à l'inspection et au service d'incendie et de secours (SIS) 67.

**Constats :**

L'exploitant envisageait de mettre à jour son POI après réalisation de l'étude de dangers. Considérant que l'inspection va demander une tierce expertise de l'étude de dangers sous 6 mois, l'exploitant sollicite un délai pour mettre son POI à jour après réalisation de la tierce expertise.

Cette demande est recevable et le délai pour mettre à jour le POI sera de 3 mois après remise de la tierce expertise, soit 9 mois après la signature de l'Arrêté complémentaire.

**Type de suites proposées :** prescriptions complémentaires

\*\*\*\*